

	30/06/05	31/12/04
III. Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Subventions d'investissement encaissées		
Avances conditionnées encaissées pendant l'exercice		
Variation des subventions d'investissement attribuées		
Augmentation des dettes financières (hors concours bancaires)	682	1 376
Remboursement des dettes financières (hors concours bancaires)	- 742	- 6 196
Augmentation de capital		2 613
Flux de trésorerie venant des opérations de financement	- 60	- 2 207
Variation de trésorerie	510	- 966
Trésorerie d'ouverture	1 535	2 501
Trésorerie de clôture	2 045	1 535

Le rapport de gestion ainsi que l'attestation des commissaires aux comptes seront publiés ultérieurement.

99321

## BACCARAT

Société anonyme au capital de 15 919 925 €.  
Siège social : 54120 Baccarat.  
760 800 060 R.C.S. Nancy. — APE : 261 E.

### A. — Comptes semestriels consolidés.

#### I. — Bilan consolidé au 30 juin 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Normes IFRS		Normes 99,02
		30/06/05	31/12/04	31/12/04
Ecart d'acquisition	12	119		
Immobilisations incorporelles	12	3 666	3 708	3 650
Immobilisations corporelles	13	31 880	32 388	31 477
Immobilisations financières :				
Titres mis en équivalence	14	921	775	1 173
Autres actifs financiers	15	3 414	3 118	3 118
Autres actifs non courants				
Actifs d'impôts	11	5 325	3 277	3 165
Total actifs non courants		45 325	43 266	42 583
Stocks	16	35 970	31 594	31 549
Clients	17	21 626	23 385	23 539
Créances d'impôt	11	1 561	2 884	2 884
Autres tiers et comptes de régularisation	18	5 070	6 217	5 955
Autres actifs financiers à court terme	19	114	215	215
Trésorerie	20	4 568	5 996	5 996
Total actifs courants		68 909	70 291	70 138
Total actif		114 233	113 558	112 720

Passif	Notes	Normes IFRS		Normes 99,02
		30/06/05	31/12/04	31/12/04
Capital		15 920	15 920	15 920
Réserves		31 670	28 978	29 835
Réserves de conversion		- 2 149	- 2 954	- 3 042
Résultat de l'exercice		- 1 264	3 469	3 687
Capitaux propres part du groupe	21	44 177	45 413	46 400
Intérêts minoritaires		275	454	455
Capitaux propres & intérêts minoritaires		44 452	45 867	46 855
Emprunts et dettes financières à long terme	24	5 831	4 168	4 168

Passif	Notes	Normes IFRS		Normes 99,02
		30/06/05	31/12/04	31/12/04
Engagements envers le personnel	23	8 088	7 447	5 847
Provisions à caractère non courant	22	1 200	1 200	1 200
Passifs d'impôt différé	11	297	297	
Autres passifs non courants	24	162	168	168
Total passifs non courants		15 578	13 280	11 383
Fournisseurs		13 053	14 654	14 654
Dettes d'impôt	11	791	1 832	1 832
Autres tiers	25	14 837	14 981	14 981
Provisions à caractère courant	22	1 739	2 381	2 452
Dettes financières à court terme	24	20 324	19 259	19 259
Banques		3 459	1 304	1 304
Total passif courant		54 203	54 411	54 482
Total passif		114 233	113 558	112 720

### II. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros.)

	Note	Normes IFRS		Normes 99,02 reclassé selon le format IFRS
		30/06/05	30/06/04	30/06/04
Chiffre d'affaires	5	58 420	56 319	56 418
Achats consommés		- 8 561	- 8 840	- 8 840
Charges de personnel	6	- 26 003	- 24 785	- 24 730
Charges externes		- 24 575	- 23 026	- 23 026
Impôts et taxes		- 1 940	- 1 387	- 1 387
Dotations aux amortissements	7	- 3 460	- 3 380	- 3 112
Dotations aux provisions	8	603	- 927	- 903
Variation des stocks de produits en-cours et produits finis		4 344	5 873	5 890
Autres produits et charges d'exploitation	9	42	1 701	1 957
Résultat opérationnel courant		- 1 130	1 548	2 267
Autres produits et charges opérationnels	10	157	- 166	- 166
Résultat opérationnel		- 973	1 382	2 101
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie				
Coût de l'endettement financier brut		- 362	- 384	- 384
Coût de l'endettement financier net		- 362	- 384	- 384
Autres produits et charges financiers		32	- 24	- 24
Charges d'impôt	11	- 127	- 1 163	- 1 223
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		54	70	66
Résultat net		- 1 376	- 119	536
Part du groupe		- 1 264	- 51	604
Part des minoritaires		- 112	- 68	- 68
Résultat net part du groupe par titre composant le capital social (en euros)		- 1,98	- 0,08	0,95
Résultat net part du groupe dilué (en euros)		- 1,98	- 0,08	0,95

### III. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En milliers d'euros.)

	30/06/05	31/12/04
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	- 1 376	3 494

	30/06/05	31/12/04
Dotations nettes aux amortissements et provisions . . . . .	3 977	7 466
Gains et pertes latents liés à la juste valeur . . . . .	537	149
Plus et moins-valeur de cession . . . . .	- 91	26
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence . . . . .	- 54	- 87
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt . . . . .	2 993	11 048
Coût de l'endettement financier net . . . . .	362	740
Charge d'impôt . . . . .	127	2 546
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt . . . . .	3 482	14 334
Impôts versés . . . . .	- 1 477	- 2 228
Variation du BFR lié à l'activité . . . . .	- 4 822	3 686
Flux net de trésorerie générée par l'activité . . . . .	- 2 817	15 792
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles . . . . .	- 2 452	- 7 413
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles . . . . .		1 217
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés) . . . . .		- 11
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés) . . . . .	237	
Incidence des variations de périmètre . . . . .		- 6
Variation des prêts et avances consentis . . . . .	- 57	- 240
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement . . . . .	- 2 272	- 6 453
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice : . . . . .		
Versés aux actionnaires de la société-mère . . . . .		
Versés aux minoritaires de sociétés intégrées . . . . .	- 96	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts . . . . .	8 351	12 200
Remboursement d'emprunts . . . . .	- 6 727	- 16 643
Intérêts financiers nets versés . . . . .	- 362	- 740
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement . . . . .	1 166	- 5 183
Incidence des variations des cours des devises . . . . .	340	- 242
Variation de la trésorerie nette . . . . .	- 3 583	3 914
Trésorerie d'ouverture . . . . .	4 692	778
Trésorerie de clôture . . . . .	1 109	4 692
	3 583	- 3 914

#### IV. — Annexe aux comptes semestriels consolidés.

##### 1. — Principes comptables.

Suivant le règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes comptables internationales (normes IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux interprétations des normes IFRS publiées par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) de l'IASB.

Les exercices comptables sont délimités selon la comptabilité d'engagement. Les états financiers ont été établis selon le principe des coûts historiques, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs et passifs ainsi que les créances et investissements long terme, les actifs disponibles à la vente et les actifs de transaction. Toutes les sociétés consolidées et associées importantes arrêtent leurs comptes au 31 décembre.

1.1. Méthodes de consolidation. — Les comptes consolidés comprennent ceux de Baccarat S.A., société-mère, ainsi que ceux de leurs sociétés affiliées, et de leurs sociétés associées. Cet ensemble forme le groupe. La liste des principales sociétés figure dans le chapitre « Sociétés du groupe Baccarat ».

Les normes mettent en avant l'appréciation en substance des critères de consolidation reposant sur le pouvoir de gestion et de décision, la capacité de bénéficier des avantages et l'exposition à la majorité des risques. A la lumière de ces dispositions, il n'y a pas de changement majeur sur le périmètre de consolidation par rapport aux principes français antérieurement appliqués.

Les sociétés sont intégrées globalement lorsque le groupe a une participation, généralement majoritaire, et en détient le contrôle. Cette règle s'applique indépendamment du pourcentage de participation au capital. La notion de contrôle représente le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société affiliée afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des fonds propres. La part des actionnaires minoritaires au bénéfice est présentée distinctement dans le compte de résultat.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence déterminante, sans toutefois en exercer le contrôle, sont prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence.

Selon les principes de consolidation, les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères. — Lors de la consolidation, les actifs et passifs des sociétés du groupe exprimés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de clôture. Les produits et charges sont convertis en euros au cours moyen de la période.

Les différences de change qui surviennent lors de la reconversion des actifs nets du groupe par rapport au cours de l'exercice précédent, de même que les différences qui surviennent lors de la reconversion au cours de fin d'année des résultats calculés au cours moyen, sont imputées aux fonds propres.

Lorsque l'activité d'une filiale consolidée fait partie intégrante d'une autre société consolidée qui établit elle-même ses comptes dans une autre monnaie, la conversion des comptes de bilan est faite selon la méthode du cours historique.

1.3. Opérations en devises. — Dans les sociétés du groupe, les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la fin de l'année. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat :

- en résultat opérationnel pour les transactions commerciales ;
- en résultat financier pour les transactions financières.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes définis en note 1.11. L'écart de réévaluation de la juste valeur des instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en devises est comptabilisé :

- en résultat opérationnel pour les transactions commerciales ;
- en résultat financier pour les transactions financières ;
- en situation nette pour les transactions futures (pour la part efficace des couvertures). Les montants enregistrés en situation nette sont repris en résultat lors du dénouement des opérations couvertes.

1.4. Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises commerciales, des escomptes financiers, des retours et des marges arrières. Les ventes sont enregistrées dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Les produits ne sont enregistrés que si leur recouvrement est probable. En cas de recouvrement différé des produits et des montants significatifs, on procède à l'actualisation du chiffre d'affaires pour en déterminer sa juste valeur. La différence entre le montant nominal du produit et sa valeur actualisée est comptabilisée en produits financiers sur la durée de différé de paiement.

1.5. Ecarts d'acquisition. — Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres des filiales et la quote-part de la juste valeur des actifs nets à la date de leur entrée dans le périmètre de consolidation. Dans le cas d'une différence négative, celle-ci est portée directement en résultat. Au regard des dispositions de la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprise », les écarts d'acquisition ne sont plus amortis, mais font l'objet de test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au moins annuellement. Les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation sont décrites dans la note 1.8.

1.6. Immobilisations incorporelles. — Cette rubrique comprend les immobilisations incorporelles acquises séparément tels que les systèmes d'information de gestion, les droits de propriété intellectuelle, les brevets, les fonds commerciaux et les droits au bail. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire. En fonction de la durée d'utilisation, les systèmes d'information de gestion sont amortis sur une période de trois à cinq ans, respectivement entre cinq et vingt années pour les autres immobilisations incorporelles. Lorsqu'une durée de vie supérieure à vingt ans est utilisée, ceci est indiqué séparément pour chaque élément des immobilisations incorporelles et avec les facteurs principaux déterminant cette durée de vie. La valeur recouvrable, les longévités ainsi que la méthode d'amortissement sont révisées d'année en année. Les immobilisations incorporelles générées en interne, à l'exclusion des marques et des frais de développement de site internet sont comptabilisées en tant qu'actifs pour autant qu'elles génèrent des avantages économiques futurs et que leurs coûts soient bien identifiés.

Les frais d'établissement sont intégralement inscrits au compte de résultat. L'application des principes édictés par la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » conduit le groupe à immobiliser une partie des frais de développement encourus.

Les frais de développement sont généralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus, à l'exception des frais de développement identifiés et dédiés à des actifs qui généreront des avantages économiques futurs qui sont activés. Néanmoins, les frais de développement à des fins publicitaires sont comptabilisés directement en charge.

Quant aux frais de recherche, ils sont inscrits intégralement en résultat.

##### 1.7. Immobilisations corporelles :

— Valeur brute : Les modalités d'application de la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » adoptées par le groupe consistent au maintien au coût historique des actifs et à effectuer des découpages par composants des immobilisations, et à amortir les dits-composants sur leur durée d'utilisation, déduction faite de la valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles.

Les frais et coûts d'emprunt initiaux liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés aux immobilisations afférentes à ces frais. Ils sont activés et amortis selon la durée d'utilisation de ces catégories d'actifs.

Les contrats de crédit-bail et assimilés présentant les critères de location-financement sont activés selon les principes de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Dès lors que ces contrats transfèrent au locataire l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, les immobilisations financées par des contrats de crédit-bail à long terme figurent à l'actif et sont amorties en accord avec les principes du groupe concernant l'évaluation des immobilisations corporelles. Les engagements financiers qui en découlent figurent dans les dettes financières. Les taux retenus pour le plan d'amortissement de l'emprunt sont les taux contractuels. Dans le cas de contrat de crédit-bail avec des clauses de paiements minimaux garantis de redevances, un rapprochement est fait sur la juste valeur du contrat à l'origine et les flux futurs actualisés des paiements contractuels qui déterminera la juste valeur de ces actifs à comptabiliser.

Les autres contrats (y compris de sous-location) constituent des locations simples et sont comptabilisés comme des locations.

Amortissement : L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

	Durée
Bâtiments industriels . . . . .	10 à 40 ans
Bâtiments non industriels . . . . .	40 ans
Agencements industriels . . . . .	10 ans
Agencements non industriels . . . . .	3 à 10 ans
Mobilier et divers . . . . .	5 à 10 ans

1.8. Dépréciation des éléments d'actifs. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », des tests de dépréciation doivent être conduits à chaque indice de perte de valeur et au minimum une fois par an sur les Unités Génératrices de Trésorerie UGT ou sur les groupes d'UGT constituant les immobilisations ainsi que sur leur durée d'utilité. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie qui sont indépendants des flux générés par les autres groupes d'actifs.

La valeur des immobilisations est examinée à la date du bilan afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des immobilisations est estimée et une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en estimant les flux financiers futurs générés par l'actif, ce taux étant ajusté pour les risques spécifiques inhérents à l'actif.

Ce test est également effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition.

1.9. Actifs financiers. — Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les créances d'exploitation, les valeurs mobilières de placement, y compris les instruments dérivés (voir note 1.11), et la trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

— Prêts et créances : Les prêts et créances significatifs ne portant pas intérêts sont valorisés escomptés à leur valeur actuelle déterminée par référence à un taux de marché d'un instrument similaire et pour les prêts et créances long terme comportant un taux contractuel, la valorisation est faite selon la méthode du coût amorti, utilisant un taux d'intérêt effectif qui détermine les flux futurs actualisés au taux d'escompte originel.

Ces actifs font l'objet de tests de valeur, effectués dès l'apparition d'événement indiquant que la valeur recouvrable serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées lorsqu'une perte durable est constatée. Les ajustements de valeur sont enregistrés en résultat.

— Actifs disponibles à la vente : Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation qui représentent les participations dans des sociétés sur lesquelles le groupe n'exerce ni contrôle ni influence déterminante, et les titres de placement. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est enregistrée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction de critères financiers telles que la quote-part de situation nette et les perspectives de rentabilité.

Les titres de placement incluent les titres que le groupe a l'intention de conserver durablement et ceux qui sont cessibles à court terme. Ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Les variations de valeur sont enregistrées en résultat.

1.10. Passifs financiers. — A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt ne font pas l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur.

1.11. Instruments dérivés. — Le groupe utilise des instruments financiers dérivés principalement pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts auxquels il est confronté dans le cadre de ses opérations. Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Il s'agit de la valeur de marché pour les instruments cotés en bourse. Quant aux instruments non cotés, leur juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'estimation tels que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Ces modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données du marché.

Les instruments financiers dérivés consistent principalement en contrats de change à terme, swaps de taux d'intérêts et en swaps de devises et de taux d'intérêts.

Le profit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments dérivés est enregistré en résultat sauf dans le cadre de ventes à terme de devises destinées à couvrir des transactions futures.

Les dérivés de transaction sont composés essentiellement de dérivés acquis en conformité avec la politique de gestion des risques du groupe pour lesquels le groupe n'applique pas la comptabilité de couverture.

1.12. Stocks. — Les matières premières sont valorisées au coût d'achat, de même que les produits finis achetés. Les produits en cours de fabrication et finis sont valorisés au coût de revient. Celui-ci comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production.

La méthode Fifo (« first in, first out » ou premier entré, premier sorti) est appliquée pour la comptabilisation des mouvements de stocks de matières premières ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur réalisable d'un quelconque article est inférieure à sa valeur établie selon les méthodes ci-dessus, une provision est constituée pour la différence.

1.13. Impôts. — Le groupe applique les recommandations de la norme IAS 12 « Impôts exigibles et différés ».

Cette rubrique comprend les impôts sur les bénéfices et les impôts issus de l'intégration fiscale sur les entités éligibles et d'autres impôts tels que les impôts sur le capital.

Des impôts différés sont enregistrés sur les différences temporelles qui surviennent lorsque les autorités fiscales enregistrent et évaluent les actifs et les passifs avec des règles qui diffèrent de celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'impôts attendus au moment de la concrétisation de la créance ou de l'engagement. La fiscalité différée fondée sur la conception bilantielle étendue est appliquée par le groupe sur les bases présentant des différences temporelles et les ajustements d'évaluation. Plus précisément, un impôt différé passif doit être constaté sur les marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise. Des impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables seront disponibles.

Selon les normes IFRS, l'impact des changements de taux d'impôt est enregistré en capitaux propres.

1.14. Provisions. — Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée lorsque celles-ci ont fait l'objet d'une annonce ou d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

1.15. Engagements envers le personnel. — Les salariés du groupe perçoivent en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des compléments de retraite et des indemnités de départ en retraite. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions au bilan.

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont : le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail.

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », les engagements de retraite et assimilés sont évalués par un actuair indépendant suivant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'engagement, celui-ci étant ensuite actualisé.

1.16. Baux et loyers progressifs. — Des baux conclus aux Etats-Unis prévoient des loyers progressifs sur 20 ans. Les charges et les produits revenant au groupe sont étalés de façon linéaire sur toute la période des baux.

## 2. – Impact du passage au normes IFRS.

Les comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2005 sont publiés pour la première fois en normes IFRS. La présentation retenue pour les comptes (bilan et résultat) est conforme à la recommandation du CNC n° 2004-R02 du 27 octobre 2004 et aux recommandations de l'AMF. Le groupe n'a pas retenu le modèle de présentation défini par la norme IFRS 34.

Les principes IFRS retenus pour l'établissement des comptes du présent rapport semestriel sont ceux qui ont fait l'objet d'une publication au Journal officiel de l'Union européenne avant le 30 juin 2005. Ils ne prennent donc pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2005, mais non encore adoptées par l'Union européenne à cette date.

Dans la mesure où les comptes consolidés annuels 2005, ainsi que l'information comparative 2004 qui leur sera jointe, devront être arrêtés sur la base des principes applicables au 31 décembre 2005, les informations du présent document relatives au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005 pourront encore devoir être modifiées pour tenir compte des évolutions éventuelles des normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Afin de permettre la comparabilité des comptes, le groupe présente ci-après les incidences du changement de référentiel comptable :

— les principaux retraitements effectués selon les options retenues dans le cadre de la mise en œuvre des normes IFRS ;

— le tableau de passage du compte de résultat au 30 juin 2004 présenté selon le format proposé par le conseil national de la comptabilité (recommandation 2004-R-02 du 27 octobre 2004) ;

— le tableau de passage du bilan au 31 décembre 2004 aux normes IFRS ;

— le tableau de passage des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2004.

2.1.1. IAS 18 - « Produits des activités ordinaires ». — IAS 18 précise qu'un produit généré par une vente ne doit être constaté que lors du transfert



des risques et avantages inhérents à la propriété du bien du vendeur au preneur.

Les produits associés à une prestation de service doivent être comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la transaction. Enfin les produits doivent systématiquement être évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir (prise en compte des conditions de paiement, des ristournes et avoirs...).

L'impact sur le semestre des normes IFRS est une augmentation de 29 K€ sur le chiffre d'affaires et 6 K€ sur le résultat opérationnel courant ; il concerne le mode de conversion des devises qui retient le taux à la date de la vente et non le taux de couverture.

#### 2.1.2. IAS 38. « Immobilisations incorporelles » :

- Un actif incorporel n'est comptabilisé que si :
  - il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise ;
  - le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable, séparément, selon des critères objectifs et pertinents ;
  - l'entreprise a le pouvoir de contrôler cet actif.
- L'application de cette norme implique :
  - l'annulation des charges à répartir ou à étaler qui n'existent pas en norme IAS ;
  - des reclassements entre fonds de commerce et goodwill ;
  - la constatation d'un impôt différé passif sur les affectations constatées lors des acquisitions.

L'impact sur les capitaux propres est une diminution de 113 K€ au 31 décembre 2004, l'effet est nul sur le résultat opérationnel du 30 juin 2004.

2.1.3. IAS 19. « Avantages accordés aux salariés ». — Lors de la première application des normes IFRS, l'entreprise doit comptabiliser au passif le montant de ses obligations au titre des régimes à prestations définies (indemnités de départ en retraite pour les salariés, médaille du travail, régime complémentaire pour tous les cadres supérieurs, mutuelle pour les actifs ou les retraités, en fonction des obligations contractuelles ou conventionnelles locales).

Le groupe a fait appel à un actuaire pour l'évaluation des engagements sociaux qui ont été comptabilisés dans les comptes consolidés en norme française au 31 décembre 2004 pour l'ensemble des entités significatives du groupe.

L'effet de l'application de la norme 19 sur les capitaux propres du groupe au 31 décembre 2004 est de (1 183) K€ et de (55) K€ sur le résultat opérationnel du 30 juin 2004.

2.1.4. IAS 12. « Impôt sur le résultat ». — L'IAS 12 impose de comptabiliser un impôt différé en utilisant l'approche bilantielle c'est-à-dire dès qu'il existe une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif.

#### 2.2. Tableau de passage 99-02 au IFRS du compte de résultat juin 2004 :

Passage compte de résultat 30 juin 2004 normes françaises, normes IFRS :

L'impôt différé doit être évalué au taux qui sera appliqué à l'actif ou au passif visé dans la mesure où ce taux est adopté ou quasiment adopté à la clôture.

Le groupe a constaté des impôts différés sur les retraitements aux normes IAS/IFRS. L'effet sur les capitaux propres, part du groupe, est de (669) K€ au 31 décembre 2004. L'effet sur le résultat net part du groupe au 30 juin 2004 est nul.

2.1.5. IAS 32 et IAS 39 - « Instruments financiers ». — Le groupe applique sur option les normes IAS 32 et IAS 39 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

a) Instruments dérivés comptabilisés à la juste valeur : Les instruments dérivés incluent notamment les « Swap » de taux, les contrats d'échange de devises...

Les principales opérations de couverture en cours dans le groupe s'analysent comme suit :

Couverture des opérations en devises.

Les retraitements examinés ont un impact net de 855 K€ sur la situation nette à l'ouverture du groupe Baccarat. Les principaux retraitements s'analysent comme suit :

(En K€)	Part du groupe 31/12/04	Résultat net part du groupe 30/06/04
Dérivés devises Baccarat France . . . . .	855	- 394

b) Evaluation des avances et des dettes aux taux de clôture : Les avances et dettes comptabilisées auparavant au taux de couverture sont inscrites dans les comptes au taux de clôture conformément aux normes IFRS.

— Les effets sont les suivants :

Capitaux propres-part du groupe au 31 décembre 2004 . . . . .	138 K€
Résultat net, part du groupe au 30 juin 2004 . . . . .	- 219 K€

L'effet sur le chiffre d'affaires est de 128 K€ à la baisse.

2.1.6 IAS 32 et 39 « Instruments financiers » L'ensemble des effets se résume comme suit :

Normes 32 & 39	Capitaux propres 31/12/04	Résultat net part du groupe 30/06/04
Instruments dérivés à la juste valeur . . . . .	855 K€	- 394 K€
Avances et dettes au taux de clôture . . . . .	138 K€	- 219 K€
	993 K€	- 613 K€

	Normes 99,02 reclassé selon le format IFRS 30/06/04	IAS 38 Immobilisations incorporelles	IAS 38 Charges à répartir	IAS 32-39 Instruments financiers	IAS 18 Produits des activités ordinaires	IAS 19 Avantages au personnel	IAS 12 Impôts différés	Normes IFRS 30/06/04
Chiffre d'affaires . . . . .	56 418			- 128	29			56 319
Achats consommés . . . . .	- 8 840							- 8 840
Charges de personnel . . . . .	- 24 730					- 55		- 24 785
Charges externes . . . . .	- 23 026							- 23 026
Impôts et taxes . . . . .	- 1 387							- 1 387
Dotations aux amortissements . . . . .	- 3 112	- 28	- 240					- 3 380
Dotations aux provisions . . . . .	- 903				- 24			- 927
Variation des stocks de produits en-cours et produits finis . . . . .	5 890				- 17			5 873
Autres produits et charges d'ex- ploitation . . . . .	1 957		268	- 542	18			1 701
Résultat opérationnel courant ..	2 267	- 28	28	- 670	6	- 55		1 548
Autres produits et charges opé- rationnels . . . . .	- 166							- 166
Résultat opérationnel . . . . .	2 101	- 28	28	- 670	6	- 55		1 382
Produits de trésorerie et équiva- lents de trésorerie . . . . .								
Coût de l'endettement financier brut . . . . .	- 384							- 384
Coût de l'endettement financier net . . . . .	- 384							- 384
Autres produits et charges finan- ciers . . . . .	- 24							- 24
Charges d'impôt . . . . .	- 1 223	10	- 10	57	- 2	5		- 1 163
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence . . . . .	66		4					70
Résultat net . . . . .	536	- 18	22	- 613	4	- 50		- 119
Part du groupe . . . . .	604	- 18	22	- 613	4	- 50		- 51
Part des minoritaires . . . . .	- 68							- 68

## 2.3. Tableau de passage 99-02 au IFRS du bilan juin 2004 :

— Passage bilan actif 31 décembre 2004 normes françaises, normes IFRS :

Actif	Normes 99,02 reclassé selon le format IFRS 31/12/04	IAS 38 Immobilisations incorporelles	IAS 38 Charges à répartir	IAS 32-39 Instruments financiers	IAS 18 Produits des activités ordinaires	IAS 19 Avantages au personnel	IAS 12 Impôts différés	Normes IFRS 31/12/04
	31/12/04							31/12/04
Ecart d'acquisition . . . . .								
Immobilisations incorporelles . .	3 650	58						3 708
Immobilisations corporelles . . .	31 477		911					32 388
Immobilisations financières :								
Titres mis en équivalence . . .	1 173		– 52				– 346	775
Autres actifs financiers . . . . .	3 118							3 118
Autres actifs non courants . . . .								
Actifs d'impôts . . . . .	3 165	– 21	51	– 318	9	417	– 26	3 277
Total actifs non courants . .	42 583	37	910	– 318	9	417	– 372	43 266
Stocks . . . . .	31 549				45			31 594
Clients . . . . .	23 539			– 13	– 141			23 385
Créances d'impôt . . . . .	2 884							2 884
Autres tiers et comptes de régu- larisation . . . . .	5 955		– 1 061	1 324				6 218
Autres actifs financiers à court terme . . . . .	215							215
Trésorerie . . . . .	5 996							5 996
Total actifs courants . . . . .	70 138		– 1 061	1 311	– 96			70 292
Total actif . . . . .	112 720	37	– 151	993	– 87	417	– 372	113 558

— Passage bilan passif 31 décembre 2004 normes françaises, normes IFRS :

Passif	Normes 99,02 reclassé selon le format IFRS	IAS 38 Immobilisations incorporelles	IAS 38 Charges à répartir	IAS 32-39 instruments financiers	IAS 18 produits des activités ordinaires	IAS 19 avantages au personnel	IAS 12 impôts différés	Normes IFRS
	31/12/04							31/12/04
Capital . . . . .	15 920							15 920
Réserves . . . . .	29 835	73	– 194	1 150	– 19	– 1 150	– 717	28 978
Réserves de conversion . . . . .	– 3 042		4			57	27	– 2 954
Résultat de l'exercice . . . . .	3 687	– 35	39	– 157	3	– 90	21	3 469
Capitaux propres part du groupe . . . . .	46 400	38	– 151	993	– 16	– 1 183	– 669	45 413
Intérêts minoritaires . . . . .	455	– 1						454
Capitaux propres & intérêts mi- noritaires . . . . .	46 855	37	– 151	993	– 16	– 1 183	– 669	45 867
Emprunts et dettes financières à long terme . . . . .	4 168							4 168
Engagements envers le person- nel . . . . .	5 847					1 600		7 447
Provisions à caractère non cou- rant . . . . .	1 200							1 200
Passifs d'impôt différé . . . . .							297	297
Autres passifs non courants . .	168							168
Total passifs non courants . .	11 383					1 600	297	13 280
Fournisseurs . . . . .	14 654							14 654
Dettes d'impôt . . . . .	1 832							1 832
Autres tiers . . . . .	14 981							14 981
Provisions à caractère courant .	2 452				– 71			2 381
Dettes financières à court terme .	19 259							19 259
Banques . . . . .	1 304							1 304
Total passif courant . . . . .	54 482				– 71			54 411
Total passif . . . . .	112 720	37	– 151	993	– 87	417	– 372	113 558

## 2.4. Tableau de passage 99-02 au IFRS des capitaux propres juin 2004 :

Capitaux propres, part du groupe en milliers d'euros	31/12/03	Résultat 2004	Variation de conversion	Autres variations	31/12/04
Normes françaises . . . . .	43 393	3 687	– 681		46 400
IAS 18 Produits des activités ordinaires . . . . .	– 19	3			– 16
IAS 38 Immobilisations incorporelles . . . . .	73	– 35			38
IAS 38 Charges à répartir . . . . .	– 193	39	4	– 1	– 151
IAS 32-39 Instruments financiers . . . . .	900	– 157		250	993
IAS 19 Avantages au personnel . . . . .	– 1 146	– 90	57	– 4	– 1 183
IAS 2 Impôts différés . . . . .	– 700	21	27	– 17	– 669
Normes IFRS . . . . .	42 308	3 469	– 593	228	45 413

## 3. – Périmètre de consolidation.

Nombre de sociétés consolidées :

	30/06/05	31/12/04	30/06/04	31/12/03
Intégration globale .....	13	13	13	13

Les sociétés suivantes sont consolidées :

Sociétés	Méthode de consolidation	% de contrôle juin 2005	% d'intérêt juin 2005	% de contrôle décembre 2004	% d'intérêt décembre 2004
France :					
Baccarat (société mère) .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Ets Damon et Delente .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Etape Restauration .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SVD André Bonhomme .....	ME	40,00	40,00	40,00	40,00
Reste de l'Europe :					
Baccarat Benelux .....	IG	50,00	50,00	50,00	50,00
Baccarat UK .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Baccarat GmbH .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Baccarat Greece Ltd .....	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
Baccarat Espagne .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Baccarat Italie .....	IG	95,65	95,65	95,65	95,65
Asie :					
Baccarat Pacific KK (Japon) .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Baccarat Pacific Ltd (Chine) .....	IG	75,00	75,00	75,00	75,00
Baccarat Pacific Singapour .....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats-Unis :					
Baccarat Inc. ....	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Baccarat Real Estate .....	ME	49,00	49,00	49,00	49,00
Autre :					
Baccarat Americas (La Barbade) .....	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
IG : Intégration globale					
ME : Mise en équivalence					

En 2004, la part des minoritaires de Baccarat Pacific Singapour a été rachetée portant le pourcentage de détention du groupe de 51 % à 100 %.

## 4. – Informations sectorielles.

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	Amériques	Reste du Monde	Services centraux non affectés	Total
Chiffre d'affaires .....	27 355	19 770	10 002	1 291		58 420
Résultat opérationnel .....	5 627	4 252	62	426	- 11 341	- 973
Résultat Financier .....					- 330	- 330
Impôt sur le bénéfice .....					- 127	- 127
Résultat net des entreprises intégrées .....					- 1 430	- 1 430
Résultat des sociétés mises en équivalence .....					54	54
Résultat net de l'ensemble consolidé .....					- 1 376	- 1 376
Intérêts minoritaires .....					- 112	- 112
Résultat net (part du groupe) .....					- 1 264	- 1 264
Actifs .....	22 988	18 902	14 504	573	56 345	113 312
Participation dans des entreprises associées mises en équivalence ..	65		856			921
Actif consolidé .....	23 053	18 902	15 360	573	56 345	114 233
Passif consolidé .....	2 866	19 121	1 899		90 347	114 233
Investissements .....	106	470	146		1 729	2 452
Amortissements .....	832	698	556	110	1 263	3 460
Charges sans contrepartie en trésorerie autres que l'amortissement .....	1 038	377	17			1 432

## 5. – Chiffres d'affaires.

Le chiffre d'affaires se ventile de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	30/06/05	30/06/04
Ventes de biens .....	58 356	55 914
Prestations de services .....	64	405
Total .....	58 420	56 319

## 6. – Charges de personnel.

Les charges de personnel sont composées de :

(En milliers d'euros)	30/06/05	30/06/04
Rémunérations .....	- 25 486	- 24 645
Retraite, médaille du travail .....	- 517	- 83

(En milliers d'euros)	30/06/05	30/06/04
Participation .....		- 57
Total .....	- 26 003	- 24 785

Les effectifs du groupe se répartissent en :

	30/06/05
Ouvriers .....	445
Employés .....	468
Techniciens et agents de maîtrise .....	102
Cadres .....	117
Total .....	1 132

## 7. – Dotations aux amortissements.

Les amortissements concernent les actifs suivants :

(En milliers d'euros)	30/06/05	30/06/04
Immobilisations incorporelles .....	141	142
Immobilisations corporelles .....	3 319	3 238
Ecart d'acquisition .....		
Total .....	3 460	3 380

## 8. – Dotations aux provisions.

Les dotations nettes aux provisions s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/05	30/06/04
Actifs circulants .....	103	– 700
Risques d'exploitation .....	500	227
Total .....	603	– 927

## 9. – Autres produits et charges d'exploitation.

Les autres produits et charges d'exploitation incluent :

(En milliers d'euros)	30/06/05	30/06/04
Gain (perte) de change net .....	33	1 176
Résultat sur instruments de change liés aux opérations commerciales .....	– 537	– 604
Production immobilisée .....	35	16
Subventions .....	6	216
Transferts de charges .....	715	748
Divers .....	– 210	149
Total .....	42	1 701

## 10. – Autres produits et charges opérationnels.

Les autres produits et charges opérationnels incluent :

(En milliers d'euros)	30/06/05	30/06/04
Cessions d'actif .....	90	186
Plan d'adaptation des effectifs .....	67	– 352
Divers .....		
Total .....	157	– 166

## 11. – Impôts sur les résultats.

11.1. Evolution des postes de bilan. — Sur le premier semestre 2005.

(En milliers d'euros)	31/12/04	Charge	Situation nette	Règlements	Change	30/06/05
Impôts courants :						
Actif .....	2 884	– 631		– 692		1 561
Passif .....	– 1 832	– 1 094		2 169	– 34	– 791
Net .....	1 052	– 1 725		1 477	– 34	770
Impôts différés :						
Actif .....	3 277	1 597	416		34	5 325
Passif .....	– 297					– 297
Net .....	2 980	1 597	416		35	5 028

11.2. Réconciliation entre la charge d'impôt théorique au taux légal en France et la charge d'impôt réelle :

(En milliers d'euros)	Premier semestre 2005
Résultat de l'ensemble .....	– 1 376
Charge d'impôt réelle .....	127
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et dotations nettes aux écarts d'acquisition .....	– 54
Résultat consolidé avant impôt .....	– 1 303
Taux d'impôt légal en France .....	4 93 %
Charge d'impôt théorique .....	455
Différences permanentes .....	– 109
Différentiels de taux à l'étranger .....	– 101
Non activation de déficits et utilisation de repos déficitaire .....	– 372
Autres (dont exit tax) .....	
Charge d'impôt réelle .....	– 127

## 12. – Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles.

Sur le premier semestre 2005 :

(En milliers d'euros)	Ecarts d'acquisition	Droits au bail et fonds commerciaux	Logiciels et autres	Total
Valeur brute :				
A l'ouverture .....	11	3 945	2 494	6 450
Acquisitions .....	119		70	189
Sorties .....				
Change .....		38	54	92
A la clôture .....	130	3 983	2 618	6 731
Amortissements :				
A l'ouverture .....	– 11	– 505	– 2 225	– 2 741
Dotations .....		– 65	– 83	– 148
Sorties .....				
Change .....		– 3	– 53	– 56
A la clôture .....	– 11	– 573	– 2 361	– 2 945
Valeur nette l'ouverture .....		3 440	269	3 708
Valeur nette à la clôture .....	119	3 410	256	3 785

## 13. – Immobilisations corporelles.

Sur le premier semestre 2005 :

(En milliers d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et outillages	Agencements boutiques et autres	Encours	Total
Valeur brute :					
A l'ouverture .....	9 533	50 805	24 409	2 243	86 990
Acquisitions .....	251	898	291	886	2 326
Sorties .....		– 372	– 548		– 920
Reclassements et autres .....	686	137	6	– 892	– 63
Change .....	3	337	1 103	2	1 445
A la clôture .....	10 473	51 805	25 262	2 239	89 778
Amortissements :					
A l'ouverture .....	– 7 248	– 36 243	– 11 112		– 54 603
Dotations .....	– 115	– 1 746	– 1 451		– 3 312

(En milliers d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et outillages	Agencements boutiques et autres	Encours	Total
Sorties .....		300	499		799
Change .....	- 2	- 190	- 590		- 782
A la clôture .....	- 7 365	- 37 879	- 12 654		- 57 898
Valeur nette à l'ouverture .....	2 285	14 562	13 298	2 243	32 388
Valeur nette à la clôture .....	3 108	13 926	12 608	2 239	31 880

## 14. – Titres mis en équivalence.

## 14.1. Evolution de la valeur d'équivalence :

(En milliers d'euros)	Premier semestre 2005	2004
A l'ouverture .....	775	745
Quote-part de résultat net .....	54	85
Acquisition .....		1
Change .....	92	- 56
A la clôture .....	921	775

## 14.2. Quote-part des capitaux propres des sociétés mises en équivalence :

(En milliers d'euros)	Dernier % de détention	Premier semestre 2005	2004
Baccarat Real Estate .....	48,92	856	701
SVD Bonhomme .....	40,00	65	74
Total .....		921	775

## 14.3. Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence :

(En milliers d'euros)	Dernier % de détention	Premier semestre 2005	2004
Baccarat Real Estate .....	48,92	63	73
SVD Bonhomme .....	40,00	- 9	12
Total .....		54	85

## 14.4. Quote-part des éléments financiers des sociétés mises en équivalence :

(En milliers d'euros)	Premier semestre 2005	2004
Actif non courant .....	1 386	1 252
Endettement financier net .....	- 372	- 332
Autres passifs non courant .....	- 463	- 420
Besoin en fonds de roulement .....	370	275
Total .....	921	775

## 15. – Autres actifs financiers.

Sur le premier semestre 2005 :

(En milliers d'euros)	Prêts et créances à long-terme	Total
Valeur brute :		
A l'ouverture .....	3 118	3 118
Acquisitions/Emissions .....	82	82
Remboursements .....	- 12	- 12
Transferts et autres .....	118	118
Change .....	108	108
A la clôture .....	3 414	3 414
Amortissements :		
A l'ouverture .....		
Dotations .....		
Sorties .....		
Change .....		
A la clôture .....		
Valeur nette à l'ouverture .....	3 118	3 118
Valeur nette à la clôture .....	3 414	3 414

## 16. – Stocks.

(En milliers d'euros)	30/06/05			31/12/04		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Matières premières et approvisionnements .....	1 370	- 392	978	1 419	- 452	967
En cours de production .....	7 227	- 2 080	5 147	7 453	- 2 353	5 100
Produits intermédiaires et finis .....	32 441	- 3 182	29 259	27 892	- 2 854	25 038
Marchandises .....	668	- 82	586	565	- 77	488
Total .....	41 706	- 5 736	35 970	37 329	- 5 736	31 594

## 17. – Clients.

(En milliers d'euros)	30/06/05			31/12/04		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Clients .....	23 962	- 2 336	21 626	25 773	- 2 388	23 385
Total .....	23 962	- 2 336	21 626	25 773	- 2 388	23 385

## 18. – Autres tiers et comptes de régularisation.

(En milliers d'euros)	30/06/05	31/12/04
Acomptes versés .....	391	513
Instruments dérivés (1) .....		1 324
Charges constatées avance .....	1 598	1 935
Créances diverses .....	3 081	2 445
Total .....	5 070	6 217

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le groupe pour se prémunir des risques de change sur ses créances d'exploitation réalisées ou planifiées.

## Note 19. – Actifs financiers courants.

Sur le premier semestre 2005 :

(En milliers d'euros)	Prêts	Titres disponibles à la vente	Total
A l'ouverture .....	204	- 11	215
Acquisitions/émissions .....			
Cessions / remboursements .....	- 204	- 5	- 209
Transferts et autres .....	108		108
Change .....			
A la clôture .....	108	6	114



## Note 20. – Trésorerie.

(En milliers d'euros)	30/06/05	31/12/04
Placements à moins de 3 mois . . . . .		275

(En milliers d'euros)	30/06/05	31/12/04
Comptes courants bancaires et caisses . . . .	4 568	5 721
Total . . . . .	4 568	5 996

## Note 21. – Capitaux propres.

Le capital social au 30 juin 2005 est fixé à 15 919 925 €, divise en actions d'une valeur nominale de 25 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont obligatoirement nominatives.

(En milliers d'euros)	Capital	Réservés liées au capital	Réserves consolidée	Résultat de l'exercice	Autres			Total Capitaux propres groupe
					Ecart de conversion	Auto-contrôle	Résultat enregistré directement en capitaux propres	
Situation au 31 décembre 2003 .	15 920		28 430		– 2 361		319	42 308
Variation de capital . . . . .				3 469				3 469
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe) . . . . .								
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante . . . . .								
Variation des écarts de conversion . . . . .					– 593			– 593
Variations de périmètre . . . . .								
Variations de taux d'impôt . . . . .			– 19					– 19
Variation de la JV et transferts en résultat liées aux instruments financiers . . . . .							248	248
Situation au 31 décembre 2004 .	15 920		28 411	3 469	– 2 954		567	45 413
Variation de capital . . . . .				– 1 264				– 1 264
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe) . . . . .								
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante . . . . .								
Variation des écarts de conversion . . . . .					805			805
Variations de périmètre . . . . .								
Variation de la JV et transferts en résultat liée aux instruments financiers . . . . .							– 776	– 776
Affectation du résultat . . . . .			3 469	3 469				
Situation au 30 juin 2005 . . . . .	15 920		31 880	– 1 264	– 2 149		– 209	44 177

La société ne détient pas de titres d'autocontrôle et aucun plan de stock-options n'a été mis en place.

## 22. – Provisions.

(En milliers d'euros)	31/12/04	Dotations	Reprises	Change	Autres et reclassements	30/06/05
Risque fiscal . . . . .	83		62			21
Marge sur échanges de marchandises . . . . .	354					354
Litiges prud'homme . . . . .	262		121			141
Plan d'adaptation des effectifs . . . . .	982		179			803
Autres . . . . .	700		320	34	6	420
Provisions à caractère courant . . . . .	2 381		682	34	6	1 739
Litige dédit sur vente rue de Paradis . . . . .	1 200					1 200
Provisions à caractère non courant . . . . .	1 200					1 200

## 23. – Engagements envers le personnel.

Les engagements envers le personnel sont les suivants :

(En milliers d'euros)	31/12/04	Dotations	Reprises	Change	30/06/05
Engagements de retraite France . . . . .	2 992	231			3 223
Engagements de retraite Etats-Unis . . . . .	527	15		67	609
Engagements de retraite Japon . . . . .	1 344	65		58	1 467
Engagements de retraite Italie . . . . .	22	2	– 1		23
Engagements de retraite complémentaire France . . . . .	2 013	204			2 217
Engagements de retraite . . . . .	6 898	517	– 1	125	7 539
Médaille du travail . . . . .	549				549
Total . . . . .	7 447	517	– 1	125	8 088

Le groupe participe à la constitution des retraites de son personnel selon les lois et usages des pays dans lesquels il exerce son activité. Il n'existe aucun passif à provisionner au titre des caisses de retraite et des organismes légaux.

En revanche, le groupe a des engagements de retraite complémentaire, d'indemnité de fin de carrière et de prévoyance. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des

organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions au bilan.

Concernant les engagements qui font l'objet d'une provision, les engagements ont été évalués par un cabinet d'actuaire, en conformité avec les prescriptions de la norme comptable IFRS 19. Ils concernent :

— France : Pour l'ensemble des sociétés : Les indemnités de départ en retraite sont déterminées selon les dispositions de conventions collectives dont dépendent les salariés et les primes de médailles du travail selon les accords et usages en vigueur au sein des sociétés.

— Les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements sont les suivantes :

- Départ : départ volontaire des salariés entre 60 et 65 ans selon la catégorie socioprofessionnelle et l'année de naissance, afin de tenir compte de l'allongement de la durée de cotisation ;
- Mortalité : TV 88-90 ;
- Mobilité : table de rotation du personnel par âge ;
- Actualisation : 4,75 % ;
- Augmentation annuelle des salaires : 3 % ;
- Indexation des primes de médaille : 2 % ;
- Inflation : 2 %.
- L'intégralité des engagements de retraite est provisionnée pour un montant de 3 032 K€.

— Par ailleurs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 un régime de retraite complémentaire destiné aux cadres supérieurs et dirigeants a été mis en place. La charge correspondant aux prestations futures et relative aux droits acquis à la clôture de l'exercice a été évaluée par actualisation au taux de 5 %.

— Filiales étrangères : Aux Etats-Unis, Baccarat est engagée au titre d'un régime à prestations définies fermé aux nouveaux salariés depuis 1993 et qui ne concerne plus que 60 personnes (rentiers et actifs salariés ou anciens salariés).

— Les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements nés au titre de ce régime sont les suivantes :

- Départ : 65 ans ;
- Mortalité : GAM 94 (General Annuity Table) ;
- Actualisation : 6,25 % ;
- Augmentation annuelle des prestations : en ligne avec le règlement du régime.

#### 24. – Passifs financiers courants et non courants.

(En milliers d'euros)	30/06/05		31/12/04	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts d'origine long terme .....	5 505	4 059	3 632	703
Billets de trésorerie + 3 mois ..		15 997		18 328
Autres .....	326	268	536	228
Total .....	5 831	20 324	4 168	19 259

#### 25. – Autres tiers.

Ventilation par nature :

(En milliers d'euros)	30/06/05	31/12/04
Clients - Avances et acomptes reçus .....	976	668
Dettes sur acquisitions d'actifs .....	770	826
Dettes sociales .....	8 081	7 758
Dettes fiscales .....	2 485	2 179
Produits constatés d'avance et autres comptes de régularisation .....	26	8
Juste valeur des instruments financiers .....	405	
Autres .....	2 094	3 542
Total des autres tiers .....	14 837	14 981

#### 26. – Passifs éventuels.

Il n'y a pas de passifs éventuels au 30 juin 2005.

#### 27. – Engagements hors bilan.

(En milliers d'euros)	30/06/05	31/12/04
Engagements donnés :		
Avals et cautions donnés .....	8 779	8 885
Garanties réelles sur dettes au bilan .....	671	
Total .....	9 450	8 885
Engagements réciproques :		
Crédit à moyen terme .....	1 242	
Total .....	1 242	

L'échéancier des engagements hors bilan au 30 juin 2005 est le suivant :

(En milliers d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Engagements donnés :				
Avals et cautions donnés ..	1 568	5 789	1 422	8 779
Garanties réelles sur dettes au bilan .....	427		244	671
Total .....	1 995	5 789	1 666	9 450
Engagements réciproques :				
Crédit moyen terme .....	1 242			1 242
Total .....	1 242			1 242

#### B. — Rapport de gestion.

Après une année 2004 en forte croissance, Baccarat consolide ses positions dans un environnement moins favorable.

Chiffres consolidés (en milliers d'euros)	30/06/05 normes IFRS	30/06/04 normes IFRS	Variations en %
Chiffre d'affaires à taux de change constants .....	59 411	56 319	5,50
Résultat opérationnel courant .....	- 1 130	1 548	NS
Résultat net consolidé .....	- 1 376	- 119	NS
Capitaux propres .....	44 452	42 756	+4,0
Marge brute d'autofinancement .....	1 269	3 819	- 57,30
Endettement net .....	25 047	25 340	- 1,20

Se distinguant d'un secteur structurellement en difficulté, Baccarat réalise un chiffre d'affaire au premier semestre 2005 en croissance de 3,7 % par rapport à la même période de 2004. Hors effet des taux de change dollar et yen contre euro, la progression est de 5,5 %.

Si l'activité en Europe a été pénalisée par un contexte morose, en revanche le Japon et les Etats-Unis, bénéficiant de l'ouverture de boutiques en propre, enregistrent des croissances respectives de 8,2 % en yen et de 7 % en dollar.

Les résultats nets consolidés au 30 juin, habituellement négatifs en raison des phénomènes saisonniers, sont en recul par rapport à un premier semestre 2004 en forte progression (soit - 1,4 M€ en 2005 contre - 0,1 M€ au 30 juin 2004 en norme IFRS).

Les principales variations proviennent d'un niveau de maintenance ponctuellement élevé à la manufacture, de l'impact au premier semestre de l'ouverture de nouvelles boutiques et d'une volonté de la société de développer ses budgets de communication et de marketing.

Perspectives. — L'activité et les ventes du dernier trimestre sont déterminantes pour l'évolution des résultats de Baccarat. Malgré des événements récents, tels que l'évolution du coût de l'énergie et les catastrophes naturelles, renforçant le degré d'incertitude, la dynamique commerciale de Baccarat devrait permettre de confirmer le taux de croissance du premier semestre par un résultat net consolidé positif.

#### C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2005.

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Baccarat S.A. relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant, d'une part, les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, les règles de présentation et d'information applicables aux normes intermédiaires, telles que définies dans le règlement de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard d'une part, des règles de présentation et d'information applicables en France, et d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels décrits dans les notes annexes.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur : la note 2 de l'annexe qui expose les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, conformément aux règles de présentation de la recommandation CNC R.99 01 et non celles de la norme IAS 34 prévues dans le règlement général de l'AMF et qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Schiltigheim et Levallois-Perret, le 10 octobre 2005.

*Les commissaires aux comptes :*

KPMG Audit, GÉRARD POMMIER,  
Département de KPMG S.A. : Commissaire aux comptes.  
DENIS TRAUTMANN, Associé ;

98990

## BAIL INVESTISSEMENT FONCIERE

Société anonyme au capital de 528 663 225 €.

Siège social : Tour Europalaza, 20 avenue André Prothin, 92927 Paris-La Défense Cedex.

339 849 507 R.C.S. Nanterre.

### Chiffres d'affaires consolidés comparés.

Loyers de pleine propriété	Exercice 2005	Exercice 2004
Premier trimestre .....	36 228 684	32 728 096
Deuxième trimestre .....	36 431 750	32 297 814
Troisième trimestre .....	35 159 674	31 945 708
Total au 30 septembre .....	107 820 107	96 971 618
Total de l'exercice .....	130 981 328	

Redevances de crédit-bail	Exercice 2005	Exercice 2004
Premier trimestre .....	23 285 420	27 097 833
Deuxième trimestre .....	22 336 937	26 389 581
Troisième trimestre .....	21 521 099	25 365 198
Total au 30 septembre (*) .....	67 143 456	78 852 611
Total de l'exercice .....	103 236 469	
(*) Dont produits financiers .....	17 660 113	22 480 033

99164

## BANQUE DU GROUPE CASINO

Société anonyme au capital de 23 470 000 €.

Siège social : 58-60, avenue Kléber, 75016 Paris.

434 130 423 R.C.S. Paris.

### Situation au 30 septembre 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Montant
Caisse, banques centrales, CCP .....	9
Effets publics et valeurs assimilées .....	0
Créances sur les établissements de crédit :	
A vue .....	44
A terme .....	0
Créances sur le clientèle :	
Créances commerciales .....	0
Autres concours à la clientèle .....	395 618
Comptes ordinaires débiteurs .....	0
Obligations et autres titres à revenu fixe .....	0
Actions et autres titres à revenu variable .....	0
Participations et activité de portefeuille .....	0
Parts dans les entreprises liées et FCC .....	32 534
Crédit-Bail et location avec Option d'achat .....	0

Actif	Montant
Immobilisations incorporelles .....	0
Immobilisations corporelles .....	688
Autres actifs .....	79 423
Comptes de régularisation .....	37 459
Total de l'actif .....	545 775

Passif	Montant
Banques centrales, C.C.P. ....	0
Dettes envers les établissements de crédit :	
A vue .....	49 959
A terme .....	400 120
Comptes créditeurs de la Clientèle .....	978
Dettes représentées par un titre :	
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables .....	0
Emprunts obligataires .....	0
Autres passifs .....	24 500
Comptes de régularisation .....	6 936
Provisions pour risques et charges .....	372
Provisions réglementées .....	71
Dettes subordonnées .....	115 333
Capital souscrit .....	23 470
Primes d'émission .....	0
Réserves .....	33 123
Report à nouveau .....	- 12 611
Résultat en Instance d'affectation .....	7 324
Total du passif .....	545 775

Hors bilan	Montant
Engagements donnés :	
Engagements de financement .....	2 356 033
Engagements en faveur de la clientèle .....	0
Engagements de garantie .....	0
Engagement d'ordre d'établissements de crédit .....	0
Engagements reçus :	
Engagements de garantie .....	2 130 500
Engagement d'ordre d'établissements de crédit .....	
Engagements de financement .....	
Engagements reçus d'établissements de crédit .....	127 934

99305

## BANQUE DE LA REUNION

Société anonyme au capital de 58 512 635,47 €.

Siège social : 27, rue Jean Chatel Saint-Denis (La Réunion).

R.C.S. Saint-Denis 72 B 1 La Réunion.

Siret : 310 895 255 0019.

### I. — Comptes semestriels consolidés.

#### Préambule.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales et des dispositions prévues par l'AMF (Communiqué du 27 juin 2005), les comptes consolidés du groupe Banque de la Réunion au titre du premier semestre 2005 sont présentés selon les règles françaises et préparés selon les règles de comptabilisation et d'évaluation IAS/IFRS. Ces comptes consolidés sont présentés avec un exercice comparatif au titre de l'exercice 2004 établis selon le même référentiel, à l'exception des normes IAS 32/39 appliquées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Normes appliquées. — Les normes IFRS appliquées par la Banque de la Réunion sont les normes IFRS adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2005. Toutefois, l'utilisation de la faculté d'anticiper l'application des normes et interprétations qui devraient être adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2005 n'aurait pas d'incidence sur la présentation des comptes semestriels de la Banque de la Réunion.

Conformément à l'option offerte par IFRS 1, le groupe Banque de la Réunion a décidé de reporter la première application des normes IAS 32 et IAS 39 au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Impact de la première application des normes IFRS. — Afin de mieux mettre en évidence et expliquer les différents impacts de ce changement de référentiel, un chapitre est consacré à détailler, sous forme de tableaux de réconciliation accompagnés de commentaires, les impacts les